

L'OTAN prend le contrôle de la Suisse : neutralité FINIE | Rafael Lutz

Les turbo-pro-OTAN s'efforcent à toute vitesse de pousser la Suisse dans les bras de l'Alliance. Le journaliste suisse Rafael Lutz discute avec nous de son tout dernier livre, « Le réseau de l'OTAN en Suisse ». Il décrit comment des réseaux transatlantiques influencent la politique étrangère et de sécurité suisse au sein de l'administration, de l'armée, de la politique, des groupes de réflexion et des médias. À l'aide d'exemples concrets, Lutz et Lottaz abordent les changements de personnel au DDPS, l'affaire Jean-Daniel Ruch, le rôle de la NZZ ainsi que le débat sur l'initiative pour la neutralité. Il est également question des relations avec l'OTAN, de la guerre en Ukraine, des doubles standards politiques et de la dépendance croissante envers les États-Unis. Quel avenir reste-t-il à la neutralité suisse, riche de traditions ? Une analyse actuelle avant la votation populaire décisive de septembre 2026. Le livre de Rafael : <https://www.zeitpunkt.ch/edition> Le nouveau Substack de Rafael : <https://substack.com/@rafael130412> Et, pour se divertir, voici un commentaire du journaliste de la NZZ mentionné, Georg Häsler, sur le livre de Rafael : <https://www.alpinesecuritymonitor.info/a-statement-from-the-bern-security-dialogue/> PS : Le livre de Rafael a entre-temps déjà été retiré des grandes librairies suisses. Liens de Neutrality Studies : Substack : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 0:00 Le réseau de l'OTAN en Suisse 4:15 Ceux qui font carrière dans l'administration et au DDPS 9:30 L'affaire Jean-Daniel Ruch 18:59 Comités d'experts, groupes de réflexion et politique ukrainienne 26:54 Initiative pour la neutralité et intégration à l'OTAN 29:27 La NZZ et l'hégémonie interprétative médiatique 41:55 « Vague de purges » au DDPS : voix de l'intérieur 47:29 Doubles standards, dépendance envers les États-Unis et perspectives

#Pascal

Bienvenue de nouveau sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, encore une fois en allemand, car je m'entretiens avec mon compatriote, le journaliste suisse Rafael Lutz, qui a récemment écrit un livre extrêmement intéressant sur le réseau de l'OTAN en Suisse. Cher Rafael, bienvenue. Merci beaucoup pour l'invitation. Oui, merci de prendre le temps de nous expliquer ce sujet. C'est quelque chose que j'avais déjà remarqué, ou plutôt dont je supposais simplement l'existence en Suisse, sur la base d'autres études scientifiques. Mais tu es maintenant le premier, à ma connaissance, à avoir écrit un livre sur le sujet. Revenons donc très brièvement sur ce point : le réseau de l'OTAN en Suisse.

Tu décris donc comment la neutralité, dans son fonctionnement, est actuellement sacrifiée aux intérêts de puissance mondiaux. Ou peut-être est-ce une thèse centrale que tu écris sur la couverture du livre. Ensuite, dans ton livre, tu abordes dans différents chapitres des sujets comme la Suisse qui change, la vague de purges au Département militaire, les liens invisibles avec l'OTAN. Et

justement, nous reviendrons plus en détail tout à l'heure sur ces liens invisibles avec l'OTAN. Mais dis-nous brièvement : qu'est-ce qui t'a poussé à écrire ce livre, qui vient tout juste de paraître, soit dit en passant, et qui est désormais disponible en librairie ? Et quelles ont été tes découvertes ?

#Rafael

Oui, alors... Peut-être, pour le contexte : cela fait maintenant environ deux ans et demi que je rends régulièrement compte, souvent dans la Weltwoche, du réseau de l'OTAN en Suisse, que j'enquête et que j'écris à ce sujet. Et depuis assez longtemps déjà, j'ai constaté qu'il existe un réseau composé de personnes dans les médias, dans l'administration, notamment au Département des affaires étrangères, au DDPS, au Département de la défense, ainsi que dans des ONG. Un réseau qui est tout simplement très puissant, très dominant et qui, dans une certaine mesure aujourd'hui, pour le dire brièvement, définit, détermine et contrôle la politique étrangère et de sécurité de la Suisse.

Je m'intéresse à ce réseau depuis longtemps. Cela m'a conduit, aussi encouragé par Christoph Pfluger, mon éditeur chez Zeitpunkt Verlag, à écrire ce livre et à examiner d'un peu plus près, à zoomer en quelque sorte sur ce très puissant lobby de l'OTAN, comme je l'appelle. Et ma thèse, ou ma conclusion, ou mon constat, c'est que ce réseau transatlantique lié à l'OTAN gouverne aujourd'hui en grande partie la Suisse, sur les principales questions de politique de sécurité et de politique étrangère.

#Pascal

Il faut partir de là : ce n'est pas étonnant que, dans un État démocratique — nous sommes aujourd'hui environ neuf millions de personnes à vivre en Suisse —, il y ait des groupes de personnes très divers, avec aussi des positions différentes sur la politique de sécurité. Et même au sein d'une Suisse neutre, il y a des gens qui pensent tout simplement que nous devrions davantage coopérer avec l'OTAN, voire même nous intégrer à l'OTAN. Ce n'est pas étonnant que ces personnes existent. Mais je crois que la thèse de ton livre, c'est que ces personnes occupent actuellement aussi des positions importantes. Alors, peux-tu peut-être nous expliquer brièvement quelles positions tu as étudiées ? Parce qu'un État, ce n'est pas seulement le gouvernement et le Parlement. Il y a beaucoup, beaucoup d'autres composantes, y compris tout l'univers médiatique, et ainsi de suite. Donc, quelles instances sont déterminantes pour toi, au point de dire qu'il existe là un réseau ?

#Rafael

Oui, alors, ce qui me frappe, ou m'a frappé, et qui est aussi décrit de manière très détaillée dans le livre, c'est que, ces trois ou quatre dernières années, notamment depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des atlantistes ont, en quelque sorte, été placés à des postes importants dans l'administration. Dans le même temps, les partisans de la neutralité, les défenseurs traditionnels de la neutralité en Suisse, sont de plus en plus marginalisés. Certains sont même véritablement poussés hors de l'administration, par harcèlement. Et j'en décris aussi un exemple. Puis-je donner un

exemple concret, qui me paraît très symptomatique de ces évolutions au cours des quatre dernières années ? Prenons par exemple l'actuel chef de la stratégie et de l'anticipation au DDPS.

C'est le Département de la défense en Suisse. Au sein de ce département, il y a aujourd'hui le Secrétariat d'État à la politique de sécurité, qui compte notamment Benno Zogg comme chef de l'anticipation et de la stratégie. Jusqu'en 2022, Benno Zogg était plus ou moins inconnu. Peu avant l'invasion russe, le 17 février 2022, il a déclaré qu'une invasion russe était totalement improbable, qu'elle aurait à peine lieu. Alors qu'au même moment, les services de renseignement américains, mais aussi d'autres chercheurs en Suisse et des responsables de haut rang du DDPS, étaient convaincus que ce n'était qu'une question de jours, ou tout simplement de quelques semaines. Qu'une invasion aurait vraisemblablement lieu. Beaucoup étaient arrivés à cette analyse. Benno Zogg, lui, disait que c'était improbable. Et c'est précisément lui qui est aujourd'hui chef, donc responsable de l'anticipation, c'est-à-dire de l'évaluation correcte des menaces.

En même temps, moi, je l'appelle le capteur de la nation : le chef du groupe interdépartemental sur les activités d'influence. C'est donc lui qui doit, en quelque sorte, décider de ce qui sera désormais perçu comme des informations potentiellement dangereuses, des nouvelles dangereuses ou des fake news dangereuses, et de ce qui ne le sera pas. Et cet homme a ensuite fait carrière après deux mille vingt-deux. À l'époque, il était chercheur au Center for Security Studies de l'EPF, l'École polytechnique fédérale, une institution suisse très réputée. Peu après, alors qu'il avait auparavant été présenté dans les médias comme un expert, qu'il était intervenu sur la SRF dès le jour de l'invasion, dans le journal télévisé 10vor10, il s'est retrouvé soudain, dans tous les médias, quasiment en commandant en chef de l'autorité d'interprétation, ou en explicateur de la nation, lors de ses interventions sur le conflit ukrainien, qu'il avait pourtant mal évalué peu auparavant.

Ensuite, il entre au DDPS en vingt-deux. Puis, peu après, en vingt-quatre, il devient chef de l'anticipation. Et aujourd'hui, il y joue un rôle très important, il fait carrière, ou occupe une fonction importante. Il est encore très jeune, tout simplement... Il ne s'agit pas de la personne. Benno Zogg est certainement un homme très intelligent, intéressant et tout ça. Mais c'est simplement intéressant : ce genre de personnes — je décris d'autres cas — font carrière aujourd'hui. Et Zogg est transatlantiste jusqu'au bout. Pour la neutralité, pour le dire de façon un peu caricaturale, il n'a absolument rien à faire. Il la considère comme un vestige des temps anciens, chargé de mythes, quelque chose pour des dinosaures réactionnaires, en quelque sorte. La neutralité, il n'y comprend rien, il ne peut rien en faire. Et il s'est exprimé en ce sens, déjà par le passé, dans des études et ainsi de suite.

Ce sont ces gens-là, pour faire court, qui font carrière aujourd'hui. Oui, là, c'est un cas. Je ne veux pas généraliser à partir d'un seul cas et en déduire que cela vaut fondamentalement pour tout le monde. Mais il y a quand même une tendance. Et en même temps, je le décris à travers d'autres cas, des diplomates chevronnés, disons, des militaires de haut rang et ainsi de suite, qui se sont

engagés pendant des décennies pour la Suisse, pour son indépendance et aussi pour sa neutralité, perdent parfois, dans le même temps, leurs emplois, leurs postes. À mes yeux, c'est aussi un peu inquiétant. C'est pourquoi je l'expose en détail dans mon livre.

#Pascal

Et je suppose que nous pourrions citer ici, parmi les diplomates de haut rang, l'exemple de l'ancien ambassadeur suisse Jean-Daniel Ruch. Pourrais-tu expliquer très brièvement son cas ?

#Rafael

Jean-Daniel Ruch est un cas très intéressant. Ruch a été ambassadeur en Israël pendant plusieurs années, puis en Turquie, jusqu'en 2023. Il avait aussi été désigné secrétaire d'État à la politique de sécurité. Enfin, il devait prendre ses fonctions à partir de 2024. Lors de la procédure de candidature, il l'a emporté face à Pälvi Pulli, qui était alors numéro deux au DDPS, aujourd'hui numéro trois, à l'époque cheffe de la politique de sécurité et aujourd'hui numéro deux au SEPOS. Il l'a emporté face à elle. C'est très intéressant. En octobre 2023, et c'est là que ça commence.

Puis arrivent le 7 octobre, le 8 octobre, les attaques du Hamas, les attentats terroristes en Israël. Et là, le climat politique change. Alfred Heer, le conseiller national UDC aujourd'hui décédé, lance des attaques. C'était la première attaque. Dans la Weltwoche, on pouvait lire : « Ruch, un idiot utile du Hamas. » Ruch avait auparavant négocié avec le Hamas en tant que diplomate suisse, en tant qu'ambassadeur. C'était sa mission, c'était son travail, sous Micheline Calmy-Rey, alors ministre des Affaires étrangères. Il a fait, comme il se devait, tout son possible dans le cadre des bons offices de la Suisse. Et oui, en bref, c'était son travail.

Et cela lui a été fatal. Oui, Heer a été le premier, puis il y a eu d'autres attaques. Pour ne pas raconter l'histoire dans trop de détails : Blick est alors entré en scène, et soudain, on a parlé de six autres histoires, de ceci et de cela. Il aurait écrit à l'ambassade israélienne, oui, et aurait peut-être eu des relations sexuelles avec des espionnes, ou quelque chose du genre. Ruch lui-même a dit qu'il avait eu une liaison avec une Suissesse en Israël, mais que sa femme le savait. Il n'aurait été compromis ni susceptible de chantage d'aucune manière. Et, fait intéressant, il y aurait ensuite eu un dossier qui aurait aussi atterri chez Blick. Ruch lui-même n'aurait jamais vu ce dossier, selon ses déclarations. Il l'a demandé, il voulait le voir, mais on ne le lui a pas montré. Apparemment, le DDPS non plus ne l'a pas vu.

Et puis, oui, pour faire court, cette pression médiatique et politique était si forte que Ruch a tout simplement démissionné, entre guillemets, « volontairement ». Et aujourd'hui, le chef — enfin, le secrétaire d'État à la politique de sécurité — c'est Markus Mäder. Et c'est intéressant : Ruch était critique envers l'OTAN, partisan de la neutralité. Markus Mäder, qui occupe aujourd'hui ce poste, est perçu à Berne, par de nombreuses sources ou par certaines sources bien informées, comme une sorte de missionnaire qui fait vraiment avancer de manière massive, disons de façon un peu

caricaturale, cette intégration et ce rattachement à l'OTAN. Il dispose d'excellents contacts dans ce monde transatlantique. Et Ruch le décrivait comme un caniche de l'OTAN. D'anciens collègues le décrivent comme un opportuniste, notamment Boris Schollé, que j'ai interviewé.

Autrefois, il était un grand défenseur de la neutralité. Maintenant, en quelque sorte, avec le « tournant historique de vingt-deux », Mäder fait avancer le rapprochement avec l'OTAN. Et c'est simplement un exemple qui montre comment, disons, nous le savons, notamment avec le lobby israélien dans le cas Ruch, ou encore avec les réseaux de l'OTAN, ils influencent la nomination aux plus hauts postes de l'État suisse. Ce sont des postes centraux. Ce n'est pas, disons-le, la direction des écoles ou un petit département dans une petite commune. Là, il s'agit des postes les plus centraux de l'État. Et oui, c'est tout simplement un signe. Moi, je l'interprète ainsi : la Suisse aussi est exposée ici à des opérations d'influence massives. À côté de ça, ce qu'on présente maintenant comme une quasi-ingérence de Poutine dans la campagne de votation sur la neutralité, c'est peanuts, dirais-je de manière un peu provocatrice.

#Pascal

Et j'aimerais revenir un instant sur le premier cas que tu as mentionné. Ça m'a un peu surpris que tu l'utilises, mais c'est un bon exemple. Tout simplement pour dire que ce n'est pas forcément une conspiration de gens réunis dans une petite pièce, qui essaient ensuite de tout contrôler. Nous sommes pris dans un processus sociologique, dans lequel certaines opinions parviennent à accéder à des niveaux plus élevés, et d'autres non. Benno Zorc est une personne très intelligente, que je connais personnellement, parce qu'il a participé à une conférence que j'ai organisée à Tokyo en deux mille dix-neuf. Il a aussi écrit un chapitre dans un livre que j'ai publié, un ouvrage collectif sur le programme nucléaire suisse et sur la manière dont la Suisse a fini par adhérer au traité de non-prolifération, autrement dit au Traité sur la non-prolifération.

Et je sais qu'il a des connaissances très solides. Mais il fait partie de ceux qui sont favorables à une coopération plus étroite avec l'OTAN. Moi-même, par exemple, jusqu'au 24 février 2022, je disais aussi : les Russes n'attaqueront pas, ils ne le feront pas. Donc, je me suis trompé autant que Benno Zorc. C'est simplement pour dire que ce sont des gens qui ont des opinions différentes. La question, en ce moment, c'est plutôt : pourquoi est-ce que ce sont ces opinions-là qui font carrière et progressent, tandis que les autres reculent et, respectivement, sont poussées dehors par le harcèlement ?

Et dans ce contexte, je voudrais — excusez-moi de parler davantage maintenant — signaler brièvement une chose. Il existe d'autres études sur ce que tu analyses, Rafael. Il y a notamment cette étude de Philipp Eydus et Katrin Höfler, intitulée en anglais : « Crypto-Atlanticism – The Untold Preferences of Policy Elites in Neutral and Non-Aligned States ». En français : « Crypto-atlantisme — les préférences non exprimées des élites politiques dans les États neutres et non alignés ». Dans cet article scientifique, les deux auteurs abordent les préférences sécuritaires des élites en Irlande, en Serbie et en Autriche.

La Suisse n'en fait pas partie ici. Mais le récit qu'ils présentent, ou plutôt les cas qu'ils énumèrent et les tendances qu'ils décrivent, va exactement dans le sens de ce que tu as analysé : il y a des gens qui, aujourd'hui, ne diraient pas publiquement que ces États neutres devraient rejoindre l'OTAN, mais qui le pensent en réalité. Ils disent aussi : on ne peut pas vraiment avancer ça, pour l'instant, dans notre débat public, mais au fond, ce serait la bonne chose à faire. Ils utilisent donc le terme de crypto-atlantisme, au sens d'un atlantisme caché, d'un transatlantisme caché.

Et le résultat de cette étude, c'est que ces gens sont actuellement représentés de manière disproportionnée aux échelons supérieurs de ces États. Cela dit, il faut préciser que cette étude a certaines limites : sur le plan méthodologique, elle repose en fait uniquement sur quelques entretiens, donc sur des cas individuels. Il est très difficile de démontrer cela dans le cadre d'une grande étude. Je voulais simplement le mentionner brièvement. Tu n'es pas le seul à étudier la manière dont ces opinions se forment, y compris dans les cercles supérieurs des élites. Mais revenons peut-être à la Suisse. Quelles autres institutions as-tu examinées ? Et comment expliques-tu que ce réseau soit actuellement en mesure de former une faction pro-OTAN aux échelons supérieurs ?

#Rafael

Oui, ce qui est tout simplement très frappant, ce que j'ai constaté après deux mille vingt-deux, ce soit disant « tournant historique », comme on l'appelait en politique, et dont Scholz et d'autres parlaient, c'est que cela a naturellement eu une grande influence sur la Suisse. Et en deux mille vingt-deux, on a soudain réuni plusieurs instances, des commissions, autour de cette question : comment la Suisse doit-elle désormais définir sa politique de sécurité et de neutralité ? Il y a eu la commission d'étude Gentinetta, de la philosophe politique Katja Gentinetta, qui travaille depuis longtemps aussi sur les questions de politique de sécurité. Elle a été convoquée par Viola Amherd. Je crois que cette étude est sortie en deux mille vingt-trois ou deux mille vingt-quatre. Il y a ensuite eu d'autres clarifications et orientations sur la politique de neutralité, à nouveau lancées par Cassis et le DFAE.

Et ce qui m'a tout simplement frappé, c'est que dans tous ces organes et commissions, pourtant importants, disons-le, où l'on traçait en quelque sorte l'orientation de la future politique étrangère, et qui sont tous arrivés à la conclusion qu'à l'avenir, on ne pourrait vraiment plus coopérer qu'avec l'OTAN et qu'on ne pourrait de toute façon plus s'en tenir à la neutralité actuelle... Dans toutes ces commissions, c'est vraiment frappant, il y avait presque exclusivement, à de très rares exceptions près, des atlantistes. Et souvent aussi des personnes issues de l'entourage d'ONG, de groupes de réflexion comme, par exemple, le think tank de gauche libérale Avenir Suisse. C'était très frappant. Peut-être faut-il d'abord préciser : qu'est-ce qu'Avenir Suisse ?

C'est un laboratoire d'idées, cofondé par Nicola Forster, ancien curateur fondateur des Global Shapers de Berne, soutenus par le Forum économique mondial pour former de jeunes dirigeants. Et foraus est également financé par le DFAE et par d'autres départements suisses. Et là, j'ai remarqué

que, par exemple, l'ancienne directrice générale, en 2022, Annina Müller, qui s'appelle ainsi, est soudain considérée dans les médias comme une sorte d'experte chargée d'expliquer la neutralité. Puis elle entre dans cet organe censé montrer de nouvelles voies au DFAE, et elle plaide pour des livraisons d'armes à l'Ukraine. Or, elle ne s'est jamais penchée sur la neutralité suisse.

Elle a aussi travaillé dans des domaines complètement différents, elle a fait des études et s'est intéressée aux questions de sécurité et de neutralité. Et soudain, elle est considérée comme une experte. C'est un exemple, mais il y en a beaucoup d'autres comme ça. Ou encore la présidente de foraus, Cadelli. Tout à coup, elle se retrouve dans une commission d'étude, avec Gentinetta, où il n'y a autrement que des transatlantistes, comme l'ancien chef de la Conférence de Munich sur la sécurité, et un historien, par exemple Jorio, qui, lui, qualifie aussi, en quelque sorte, l'initiative sur la neutralité d'initiative de Poutine. C'est tout simplement très frappant. Chaque fois que cela devient vraiment important, il n'y a dans ces instances, ces groupes d'experts, que des transatlantistes. Et ce sont eux qui conseillent ensuite, en quelque sorte, le Conseil fédéral. Et bien sûr, le Conseil fédéral... le gouvernement suisse. — Oui, exactement.

Et c'est tout simplement, oui, c'est très, très marquant et impressionnant. Parce qu'il faut bien voir une chose : la Suisse, bien sûr, on peut philosopher longtemps sur tout ce que la Suisse a fait de mal dans le passé, et ainsi de suite. On peut plonger dans l'Histoire. Je ne suis pas historien, mais je vais quand même avancer une thèse, au risque de m'aventurer sur un terrain glissant : il n'y a probablement jamais eu, dans l'histoire de la Suisse, du moins dans l'histoire récente, un cas comme cette guerre en Ukraine, où notre pays s'est laissé entraîner à ce point, à ce point violemment dans un conflit. Heureusement, pas militairement, bien sûr. Mais, disons, sur le plan économique et politique. Des milliards affluent vers Kiev. On peut en débattre. Je comprends tout à fait que les Suisses soient solidaires des Ukrainiens.

Et ici, beaucoup d'Ukrainiens cherchent refuge en Suisse, demandent l'asile, cherchent un hébergement sûr. C'est tout à fait compréhensible, ça a du sens, et ainsi de suite. Mais en même temps, ce pays que la Suisse soutient à ce point — je le décris un peu plus en détail dans le livre —, l'Ukraine, et aussi le gouvernement Zelensky, agissent désormais vraiment sans relâche contre les intérêts de la Suisse. Je veux dire, c'est ce gouvernement Zelensky qui a tenté d'empêcher Alain Berset, l'ancien ministre suisse de l'Intérieur, de devenir secrétaire général du Conseil de l'Europe. Ce sont des Ukrainiens, des membres de la délégation ukrainienne, qui voulaient faire condamner la Suisse au Conseil de l'Europe parce qu'il y a en Suisse des banques qui gèrent, en bref, des fonds russes.

Ce sont les Ukrainiens et l'ambassadrice ukrainienne Benediktova qui ont empêché la projection d'un film comme « Russians at War » au festival du film de Zurich, ici à Zurich, il y a deux ou trois ans, pas en 2024. Ils sont même intervenus avec succès auprès du DFAE d'Ignazio Cassis. Le film a été interdit parce qu'elle se pose en autorité suprême de la censure dans l'industrie culturelle en Suisse. Ensuite, elle a tenté d'empêcher une apparition de Netrebko, la chanteuse d'opéra russe. Dans ce cas-ci, sans succès. Je pourrais citer de nombreux exemples. Je dis simplement ceci : ce n'est pas

une critique de l'Ukraine. C'est une critique du Conseil fédéral suisse, qui se laisse à ce point instrumentaliser par un tel gouvernement, lequel, pour le dire de manière un peu excessive, n'a vraiment plus rien à faire de la Suisse et de sa neutralité.

Pardon, Zelensky a récemment déclaré, je crois, aussi sur Twitter, qu'il remerciait la Suisse. Elle n'était déjà pas neutre, en tout cas pas dans son esprit, et elle nous a fortement soutenus. Ensuite, il y a eu Joe Biden, en deux mille vingt-deux, qui ne disait même plus que la Suisse était neutre. Et les Russes, de toute façon, ont classé la Suisse parmi les États ennemis. Je veux dire, avec la manière dont le Conseil fédéral agit aujourd'hui, il est en train, pour le dire de façon un peu provocatrice, de supprimer la Suisse telle que nous la connaissons et que beaucoup d'entre nous aiment peut-être aussi. La neutralité est véritablement sacrifiée sur l'autel d'un rapprochement massif avec l'OTAN, et nous nous laissons entraîner toujours davantage dans des conflits internationaux. À mes yeux, c'est dangereux, et c'est ainsi que la Suisse devient elle aussi une cible.

#Pascal

Et il faut peut-être ajouter ici — j'aurais peut-être dû le dire dès le début — que nous menons cet entretien dans le sillage de l'initiative sur la neutralité. Nous voterons dessus le mois prochain. Aujourd'hui, nous sommes le 27 août 2026, et le vote aura lieu le dimanche 27 septembre 2026. Cette initiative sur la neutralité prévoit en fait d'inscrire dans notre Constitution une définition plus stricte de la neutralité. Pour l'instant, nous n'avons pas de définition. Et la définition proposée inscrirait aussi, dans une certaine mesure, une neutralité économique. Ce débat est actuellement très présent dans notre pays.

Alors, en ce moment, le débat est très vif sur Twitter, mais aussi dans les médias traditionnels. On se bat avec acharnement, pour et contre. Surtout contre, dans les grands quotidiens. Le journal suisse Neue Zürcher Zeitung, la NZZ, n'avait pratiquement publié jusqu'à hier que des articles opposés à cette initiative. Hier, enfin, un article est paru qui s'exprimait de manière positive sur l'initiative pour la neutralité. Mais on voit bien que l'environnement médiatique est très chargé émotionnellement. À mon avis, il est aussi très marqué idéologiquement. Plutôt pro-européen, favorable au soutien à l'Ukraine. Je ne dirais pas forcément pro-OTAN. Il y a peu de voix qui se prononcent clairement en faveur d'une adhésion à l'OTAN.

Il y en a vraiment peu. Mais de nombreuses voix disent qu'il faut davantage de coopération. Notamment à Berne fédérale, avec beaucoup de rapports qui disent : coopération avec l'OTAN, coopération, coopération, coopération. Jusqu'au point où ces rapports, ces livres blancs, disent qu'il faut préparer l'intégration. Il faut avoir une connectivité dès le jour zéro. C'est la perspective présentée dans l'un de ces documents stratégiques. Autrement dit, nous devons être prêts, dès le jour zéro, à basculer l'interrupteur. Et alors l'armée suisse sera intégrée à l'OTAN, si cela devait arriver. Comment évalues-tu l'environnement médiatique ? Comment évalues-tu l'état d'esprit en Suisse, y compris en dehors du processus politique ?

#Rafael

Oui, ce que tu viens un peu d'évoquer, notamment à propos de la NZZ, je trouve ça très intéressant. Aujourd'hui, la NZZ est vraiment, en quelque sorte, le fer de lance de la presse anti-neutralité en Suisse. Il ne se passe presque pas un jour sans que ce journal très influent — qui est évidemment lu dans les milieux politiques et qui, dans une certaine mesure, influence aussi les décisions à Berne — ne diffame, jour après jour, les partisans de cette initiative sur la neutralité en les qualifiant de soi-disant « compréhensifs envers Poutine », ou de quasi cinquièmes colonnes de Moscou. C'est comme pendant la guerre froide, en fait. À l'époque, c'étaient surtout les gens de gauche qui étaient présentés et diffamés comme de quasi cinquièmes colonnes de Moscou. Aujourd'hui, ce sont des gens allant de la gauche à la droite, et surtout aussi des gens de droite, ou des sympathisants de l'UDC. Beaucoup d'entre eux soutiennent cette initiative.

Pour revenir אליו au livre : je m'y intéresse aussi très en détail à la NZZ, tout simplement parce que, comment dire, elle est très importante. Et, chez la NZZ, ce qu'elle a fait ces dernières années est très frappant. On le voit, par exemple, rien qu'en regardant la faculté, enfin la NZZ Academy, je veux dire. Elle a une... depuis peu, il y a une Academy. On y trouve aussi de nombreux atlantistes, de Christoph Heusgen, président et ancien président de la Conférence de Munich sur la sécurité, jusqu'à Jacques Pitteloud, l'ambassadeur suisse auprès de la faction de l'OTAN.

Auparavant à Washington. L'ancien chef de l'armée, Süssli, est là-dedans. Et la fusion, les liens étroits, la proximité entre l'appareil de pouvoir bernois, le DDPS et les principaux journalistes du journal sont tout simplement omniprésents. L'exemple de Georg Häsler l'illustre, en quelque sorte, de manière symbolique et exemplaire. Aujourd'hui, Georg Häsler est l'un des experts les plus importants de la NZZ en matière de sécurité. Il est aussi un grand adversaire de l'initiative sur la neutralité. Il y voit également une initiative de Poutine, enfin, en quelque sorte une initiative pro-Poutine. C'est un colonel de l'armée, officier instructeur, et en même temps, il lui arrive parfois de confondre ses rôles.

Il arrive aussi qu'il se présente à des conférences de presse en uniforme ou en tenue de combat, et c'est aussi comme ça qu'il écrit. On ne sait pas toujours si c'est le journaliste ou le colonel qui écrit. Récemment, il a écrit un livre avec le soutien de Süssli, l'ancien chef de l'armée Süssli, et je remercie également Süssli pour son soutien : « Alliance alpine plutôt que cas particulier », dans lequel il plaide aussi pour un rapprochement, c'est-à-dire une coopération étroite avec les États européens, notamment les États de l'OTAN. Et à ce sujet, je dois peut-être... Tu l'as expliqué tout à l'heure, pour qu'on me comprenne bien.

Rien ne s'y oppose. Chacun a son opinion. Chacun doit pouvoir débattre. C'est ça, la démocratie. Nous nous battons pour les meilleurs arguments. On peut défendre l'idée qu'il est important, à l'avenir, de coopérer avec l'OTAN. Mais quand, en tant que journaliste, on se retrouve soudain dans une telle proximité avec les cadres du DDPS, ou encore avec un ancien chef de l'armée comme Süssli, qui avait lui aussi, bien sûr, jusqu'à un certain point, son propre agenda, c'est tout

simplement un problème pour l'indépendance journalistique. Et je veux dire, au DDPS, ils sont très puissants. La communication au DDPS, c'était encore récemment plus de cent professionnels de la communication, c'est-à-dire des spécialistes de la communication, qui travaillent pour le DDPS.

Il faut quand même y réfléchir : par exemple, la Weltwoche, un journal, la Weltwoche, c'est peut-être deux personnes au Palais fédéral, ou deux journalistes, peut-être même pas une douzaine de journalistes employés à plein temps dans la rédaction d'un journal important, un hebdomadaire en Suisse. C'est une lutte asymétrique pour imposer son interprétation. Les autorités et le DDPS ont bien plus de moyens, bien plus de ressources, bien plus d'argent. Et il n'y a pas besoin d'avoir encore plus de gens qui écrivent déjà pour des journaux existants, comme à la NZZ ou chez Hasler, et qui représentent alors, en quelque sorte, les positions du DDPS. Ils sont déjà suffisamment forts, de toute façon. Et oui, je vois cette évolution d'un œil très critique. Et la NZZ en particulier. La NZZ était autrefois, pendant la Seconde Guerre mondiale...

Willy Bretscher, le rédacteur en chef de l'époque, a toujours, selon moi, selon mes connaissances historiques, défendu la neutralité. Et il était aussi très détesté par les nazis. Je crois même qu'il y a ce récit devenu légendaire : il avait toujours un pistolet dans la rédaction, parce qu'il craignait que les nazis débarquent un jour dans son bureau. Et oui, la NZZ reste un journal extrêmement important, avec d'excellents journalistes. Mais, justement sur ces questions d'être ou ne pas être, ces questions centrales de la politique étrangère suisse et de la politique de neutralité, elle a très clairement muté : elle s'est éloignée de la neutralité pour devenir un journal transatlantique. Et je le vois d'un œil très critique.

#Pascal

Et une partie de cette couverture médiatique se fait aussi, en quelque sorte, sous le couvert d'un narratif, d'un cadrage. Ces derniers jours, il est intéressant de voir que certains articles — ce ne sont pas des tribunes d'opinion — et les journaux, y compris en Suisse, font normalement la distinction entre les articles et les opinions. Les opinions, chacun peut dire ce qu'il veut. Et le nom de la personne qui a cette opinion y figure bien sûr.

Et puis, il y a les reportages, mais aussi la manière dont on en rend compte. Un Georg Häsler et d'autres journalistes salariés ont tout simplement la possibilité d'imposer un cadrage. Par exemple, de parler d'une soi-disant alliance contre nature, dans laquelle des forces de gauche et des forces de droite s'engagent pour l'initiative sur la neutralité. Et de présenter cela d'emblée comme une alliance contre nature. Le ton est ainsi donné : il se passerait ici quelque chose de préoccupant. Ce n'est donc pas une couverture médiatique neutre sur le plan des valeurs, mais une couverture orientée, qui va dans un certain sens. Et c'est ce que nous observons en ce moment.

Ce qui se passe ensuite sur Twitter, juste pour l'ajouter brièvement, parce que j'ai là un bel exemple : je l'ai aussi montré avant-hier à un collègue russe, et il n'a pu que rire. Twitter est évidemment beaucoup plus polémique, mais ce genre de choses... c'est le discours du moment. Je le dis aussi

pour que cela reste pour la postérité, où circulent alors de telles caricatures, des caricatures faites par IA, qui font campagne contre l'initiative sur la neutralité : « Initiative sur la neutralité, non. » La petite Suisse, Helvetia, est assise là et refuse la colombe de la paix de Vladimir Poutine, le président de la Russie, qui tient un couteau derrière son dos.

Donc le message est très clair : ce message de paix est un piège. En réalité, il s'agit seulement d'aider Poutine avec cette initiative sur la neutralité. C'est ce qu'affirment les opposants. C'est étonnant. La polémique est donc assez radicale. Du côté des partisans, on fait campagne pour l'initiative sur la neutralité avec le slogan : « Pas de guerre, oui à la neutralité suisse. » Et en ce moment, les opposants interprètent justement cela comme un piège.

#Rafael

Est-ce que je peux dire quelque chose, très brièvement, précisément sur ce sujet, et aussi sur ce post de Schinzel ? Parce que c'est très intéressant que tu cites justement ce post de Schinzel. Schinzel, il faut peut-être aussi le savoir, ou le dire : Schinzel est juriste à l'Office fédéral de la justice. Il travaille sur des projets législatifs dans le domaine de direction du droit public. Donc au sein du département de Beat Jans, le ministre suisse de la Justice. Et il faut vraiment le dire : Schinzel est un combattant sur Twitter. On ne peut plus le dire autrement. Ces dernières années, il est sur X depuis 2016. Depuis 2016, il a publié 61 000 posts.

J'ai récemment écrit rapidement quelque chose sur Schinzel, et un lecteur a attiré mon attention là-dessus. Je ne l'ai pas vérifié. Oui, il écrit, je crois, quelque chose comme seize publications par jour. En bref, il publie sur X à un rythme horaire. Et on se demande vraiment : il n'y a donc rien à faire au département Jans, pour qu'on puisse passer toute la journée à s'en prendre aux partisans de l'initiative sur la neutralité ? Et il est même allé jusqu'à comparer — il faut aussi le dire — les partisans de cette initiative et les gens qui défendent la neutralité suisse.

Comparé au bailli Gessler. Il dit que quiconque défend encore la Suisse aujourd'hui, quiconque est du côté de Guillaume Tell, du côté des outsiders, dit non à cette initiative, parce que c'est une initiative de Poutine. Et c'est incroyable de voir comment ils parlent sans cesse de cette ingérence, disons-le, sans être très honnêtes intellectuellement. Mais quand les Américains, ou un ministre allemand des Affaires étrangères, remercient Cassis et lui disent : continuez comme ça avec les sanctions économiques, là, bien sûr, il ne crie pas. C'est assez intéressant.

#Pascal

C'est un sujet sur lequel nous devons encore revenir : où l'on crie, et où l'on ne crie pas. Je voudrais simplement ajouter une chose. Marc Schinzel a évidemment tout à fait le droit de publier ces posts. C'est aussi une personne privée, c'est aussi un homme politique, donc il a le droit de le faire. Oui, bien sûr. Ce qui nous étonne, c'est qu'en ce moment, ces gens-là, regroupés en un cluster, s'installent aussi dans les centres du pouvoir et qu'ils ont réellement leur mot à dire sur la politique

suisse. Ou plutôt qu'ils font partie de ces groupes, et que ces groupes façonnent alors le discours, d'en haut, d'en bas ou depuis le centre. Et c'est le climat sociologique dans lequel nous nous trouvons en ce moment.

J'ai d'ailleurs invité Marc Schinzel à une discussion sur cette chaîne. En ce moment, on cherche encore le bon format. J'espère, j'espère qu'on y arrivera et qu'il acceptera. Ce serait intéressant d'entendre vraiment l'autre camp, pour une fois, et aussi de recueillir ses... — Absolument, oui. Tout à fait, tout à fait. — ... ses arguments. Mais Twitter ne se prête pas à un véritable débat, parce que ça dégénère assez vite en attaques mesquines, ce qui n'a rien de beau. Bon, mais revenons à ces cercles. Dans ton livre, tu as aussi mené des entretiens avec différentes personnes, notamment avec Jean-Daniel Ruch. Qu'est-ce qui t'a encore marqué, lorsque tu as parlé personnellement avec ces gens ?

#Rafael

Alors oui, peut-être que je dois le dire comme ça : j'ai parlé avec Ueli Maurer, l'ancien ministre de la Défense et des Finances, avec Ruch, que tu as déjà mentionné, ainsi qu'avec Boris Jolliet, l'ancien chef de la formation au sein du renseignement militaire suisse. Ce qui m'a surpris, ou même fasciné, ce sont par exemple les déclarations d'Ueli Maurer. Il a dit qu'aujourd'hui, il y avait une vague de purge dans l'armée et au sein du département. Il disait cela en référence aux affaires Ruch, à d'autres cas que je décris aussi dans le livre, Bossart, et ainsi de suite. Ça m'a vraiment marqué. Surtout quand cela vient d'un ancien conseiller fédéral. Il sait de quoi il parle. Un ancien membre du gouvernement dit qu'il y a une vague de purge. Et ce qui m'a aussi fasciné, c'est par exemple Boris Jolliet, l'ancien, comme je viens de le dire, collaborateur du renseignement militaire.

Il dit que, vers 2013, 2014, il y a vraiment eu, en quelque sorte, une rupture au sein du DDPS. Beaucoup de ses anciens collègues, qui étaient autrefois, grosso modo, des partisans de la neutralité et de la souveraineté suisses, veulent aujourd'hui pratiquement tous, presque à l'unisson, presque sans exception, abandonner cette politique et œuvrer à une coopération étroite. Il décrit aussi le cas Mäder, que j'ai déjà évoqué récemment. Autrefois, c'était un grand partisan — je cite maintenant, je paraphrase Jolliet — quelqu'un qui s'est toujours engagé, notamment pour la neutralité. Et aujourd'hui, c'est justement lui qui pousse massivement à ce rapprochement et à cette politique de bradage de la Suisse, pour le dire de manière provocatrice.

Et j'ai trouvé très intéressantes ces déclarations de Jolliet, et aussi de Maurer. Je ne veux pas dévoiler ici l'ensemble des interviews. Ce sont trois collaborateurs chevronnés, qui ont exercé longtemps à des postes très élevés au sein de l'État, et qui ont beaucoup à dire. Ce qu'ils racontent est intéressant parce que, contrairement aux personnes qui travaillent encore aujourd'hui dans l'administration, disons-le, ils n'ont plus rien à perdre. Ils parlent donc franchement et ouvertement. Et c'est aussi ce qui rend ces interviews si intéressantes à mes yeux, parce qu'ils n'ont pas besoin, ou presque pas besoin, de ménager qui que ce soit.

#Pascal

Oui, et de l'autre côté, il y a justement ce problème : les autres voix ne sont peut-être pas forcément marginalisées, mais elles sont en tout cas moins entendues dans le débat public. Il y a par exemple Daniel Huch, qui a créé son Geneva Center for Neutrality, un centre pour la neutralité, et qui défend en fait l'autre camp du débat, en faveur de l'initiative sur la neutralité. Il y a d'autres figures qui essaient... Je pense que moi, vous, d'autres personnes, nous n'essayons pas du tout de nous porter candidats à des postes à Berne fédérale. Alors nous ne devons pas non plus nous étonner que personne ne nous confie ces postes. Nous sommes aussi confrontés à ce phénomène : aujourd'hui, le camp adverse se retrouve en quelque sorte du côté médiatique. Et nous essayons maintenant, par le biais d'une initiative populaire, de ramener un peu la neutralité suisse dans les voies dont nous espérons qu'elles tiendront la Suisse à l'écart de ces guerres européennes et des guerres dans le monde.

Peut-être encore un mot là-dessus, pour évoquer brièvement ce qu'il en est de ces autres guerres. Berne ne s'exprime pratiquement plus sur les guerres. Sanctionner Israël, ce n'est pas un sujet en Suisse. Prendre des sanctions contre les États-Unis, qui viennent d'attaquer illégalement l'Iran, ce n'est pas un sujet non plus. C'est intéressant aussi de voir que cette bulle-là... je n'arrive pas non plus à les amener à en débattre. On n'en parle jamais. Comment perçois-tu le fait de se focaliser sur la Russie, mais pas sur tous les autres ?

#Rafael

Oui, cela montre évidemment à quel point les dépendances vis-à-vis des États-Unis sont fortes aujourd'hui. Par exemple, comme tu le dis à juste titre, la Suisse est très réservée dans ses critiques quand il s'agit de l'Iran, ou maintenant d'Israël, en comparaison avec la Russie. Et cela tient aussi, bien sûr, au fait que la Suisse entretient des liens étroits. Je le décris aussi dans le domaine de l'industrie de l'armement, notamment avec Israël et des entreprises comme Elbit, auprès desquelles elle a acheté beaucoup d'armes, de matériel militaire, de drones. Et c'est quand même intéressant de voir que là, comment dire... oui, ces deux poids, deux mesures sont évidents.

Dans la guerre en Iran, la Suisse ne joue malheureusement presque aucun rôle. Enfin, peut-être que je me trompe, mais du moins, d'après ce que je peux lire ou entendre — quelqu'un de l'intérieur en sait peut-être davantage — la Suisse ne joue pratiquement aucun rôle. Ce sont aujourd'hui d'autres puissances qui négocient, qui occupent en quelque sorte une position de médiateur et comblent ce vide : le Pakistan, et aussi en partie la Turquie, entre autres, qui sont bien plus importants. Et la Suisse, qui représente tout de même les intérêts américains en Iran depuis mille neuf cent soixante-dix-neuf ou mille neuf cent quatre-vingt, avec ce mandat de puissance protectrice et en quelque sorte comme médiatrice... Il est tout simplement frappant de voir à quel point la Suisse a finalement peu à dire encore sur cette question.

Dans la guerre en Iran, il est d'ailleurs intéressant de constater que, par exemple... Bon, là je m'écarte un peu du sujet. Ce n'est plus du tout le thème de mon livre, et je ne suis pas expert en la matière. Mais ça m'a simplement frappé. Par exemple, il a fallu, je ne sais plus, deux ou trois semaines avant que la Suisse ferme enfin son espace aérien, après l'attaque de l'Iran par les Américains et les Israéliens, fin février deux mille vingt-six. On attendait, on attendait, on attendait. Lors de la guerre en Irak, ça avait été beaucoup plus rapide. Je crois même que l'espace aérien avait été fermé avant... enfin, en deux mille trois, si je me souviens bien, aux survols des avions américains, des avions de combat et ainsi de suite.

Et maintenant, avec la guerre en Iran, aujourd'hui ou dernièrement, du moins au début de l'année, on était très... et on voulait surtout ne pas fâcher les Américains. Bon, cela a probablement aussi à voir avec toute cette guerre des droits de douane. C'est clair, on ne voulait pas fâcher davantage Trump. Bien sûr, c'est clair, c'est toujours un exercice d'équilibriste et il faut, en quelque sorte, aussi... Oui, ce n'est pas simple, évidemment. Mais on voit bien que la Suisse est devenue trop dépendante des Américains et qu'elle n'arrive plus, en quelque sorte, à mener une politique étrangère indépendante. Que ce soit avec la Russie, avec les Américains ou avec toute autre grande puissance, la Suisse ne devrait fraterniser avec personne, mais mener une politique étrangère indépendante, dans l'intérêt du pays. Oui.

#Pascal

C'est intéressant de voir comment la Suisse elle aussi s'inscrit dans ce discours paneuropéen : « la bonne OTAN, la mauvaise Russie, le mauvais Iran, les mauvais Palestiniens, la mauvaise Corée du Nord, et nous devons être du côté des bons ». Celui qui n'est pas du côté des bons aide le mal. La neutralité aide le mal. Donc, en fait, nous devons défendre une neutralité qui serve le bien. Il faut aussi dire que, selon des études de l'Université de Zurich, la neutralité est toujours soutenue à 89 % en Suisse. Mais la signification de ce que devrait être la neutralité est interprétée très différemment par ces divers groupes. Et puis, il y a aussi des groupes, comme ceux que tu viens de décrire, qui, en réalité, ne veulent plus du tout de la neutralité.

Mais cela n'est pas susceptible de réunir une majorité. C'est pourquoi on essaie d'obtenir un résultat similaire par d'autres voies, grâce à cette coopération avec ces structures de l'OTAN. C'est tout simplement un phénomène européen, et la Suisse fait partie de cette Europe. Pour moi, la question est simplement de savoir si ce camp finira réellement par s'imposer, si la Suisse poursuivra son intégration dans ces structures, ou si, finalement, il y aura un revirement. J'imagine que beaucoup dépendra du 27 septembre. J'aimerais te poser une dernière question, Rafael, avant de conclure cet entretien : y a-t-il encore quelque chose qui te tient à cœur, que tu voudrais faire savoir, quelque chose dont nous n'avons pas encore parlé ?

#Rafael

Oui, spontanément, j'espère vraiment que cette initiative sera acceptée. Mais je suis sceptique. Je pense qu'il y a de fortes chances que ce soit très, très difficile, et que se produise exactement ce que tu viens d'évoquer : cette initiative pourrait alors devenir un boomerang. Parce que si elle n'aboutit pas, le Conseil fédéral le percevra et le présentera bien sûr comme une confirmation que, de toute façon, la population suisse n'attache plus aucune importance à la neutralité. Et il poursuivra sa politique actuelle, ainsi que le renforcement des relations avec l'Union européenne et l'OTAN. J'espère me tromper, et j'espère que cette initiative sera acceptée, parce que pour moi, elle est essentielle. Vraiment, vraiment essentielle.

#Pascal

Oui, moi aussi, mais nous verrons bien ce qu'il en ressortira. Ce qui est intéressant, c'est qu'au final, la Suisse ne sera pas l'élément décisif dans la guerre européenne. Mais le fait que nous soyons, ou non, finalement intégrés aux événements de la guerre, cela fera évidemment une grande différence, surtout pour notre pays. Rafael Lutz, pour les personnes qui souhaitent acheter votre livre, regardons-le encore une fois. Le voici. Il s'intitule « Le réseau de l'OTAN en Suisse ». Son sous-titre est : « Comment la neutralité est sacrifiée aux intérêts de puissance mondiaux ». Où peut-on se procurer ce livre ?

#Rafael

Oui, le livre est disponible à l'achat chez les éditions Zeitpunkt. On peut donc le commander directement auprès de l'éditeur, sur www.zeitpunkt.ch/edition. Oui, on peut le commander à tout moment, et de préférence le plus vite possible, parce que je crois qu'il marche déjà plutôt bien. Et j'espère que cette première édition sera rapidement épuisée.

#Pascal

Et pour les gens qui veulent te suivre par ailleurs, où est-ce qu'ils peuvent s'abonner à toi ?

#Rafael

Oui, j'y suis encore... Comment dire ? On peut lire mes textes régulièrement dans la Weltwoche. Sinon, je suis justement encore en train de développer tout ça. Jusqu'à présent, je n'utilisais pas Substack. Là, je suis en train de lancer une chaîne Substack. Oui, on pourra bientôt me trouver sur Substack sous, enfin, [atrafael130412](https://substack.com/@atrafael130412). Et maintenant aussi sur Twitter. Là, vraiment, honte à moi, je viens seulement de m'y lancer. Sur Twitter, on me trouve désormais sous « hat Rafael », avec un F, underscore Lutz underscore. Oui, oui.

#Pascal

D'accord, je vais essayer de mettre les liens dans la description de cette vidéo, pour que vous puissiez simplement cliquer dessus. Sinon, retrouvez les analyses de Monsieur Rafael Lutz sur Twitter, Substack et sur Weltwoche. Cher Rafael, merci beaucoup pour ton temps aujourd'hui.

#Speaker 03

Merci beaucoup pour cet entretien.